



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
RESTREINTE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/15
27 novembre 2003

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quarante et unième réunion
Montréal, 17 - 19 décembre 2003

APERCU DES QUESTIONS SOULEVÉES PENDANT L'EXAMEN DES PROJETS

Projets et activités présentés à la 41^{ème} réunion

Soumissions par les agences d'exécution et les agences bilatérales

1. La valeur totale des ententes pluriannuelles (toutes les tranches), des projets et des activités transmis au Secrétariat du Fonds par les agences d'exécution et les agences bilatérales, s'élève à 326 834 086 \$US (incluant les coûts d'appui des agences, le cas échéant). Le financement demandé pour les tranches annuelles des ententes pluriannuelles, les projets et les activités dont l'approbation sera discutée à la 41^{ème} réunion, s'élève à 115 892 322 \$US.

Examen par le Secrétariat des projets et des activités proposés

2. Ayant examiné les propositions de financement de projets et d'activités, le Secrétariat du Fonds a formulé une recommandation d'approbation générale de 87 tranches annuelles, projets et autres activités, pour un montant de 11 446 527 \$US. Vingt-cinq projets d'investissement et autres activités, d'une valeur totale de 43 823 853 \$US, ont été retirés ou reportés, notamment des projets qui n'avaient pas fourni les renseignements adéquats ou dont l'admissibilité n'était pas assurée.

3. Les surcoûts des projets d'investissement, des tranches annuelles des plans sectoriels et des plans d'élimination nationaux, représentant des demandes de fonds d'une valeur totale de 55 268 151 \$US, ont été convenus avec les agences d'exécution responsables et sont soumis aux fins d'un examen individuel, conformément aux pratiques antérieures.

Situation du Fonds

4. Au moment de la rédaction de la présente note, les ressources dont dispose le Fonds multilatéral aux fins d'engagement s'élèvent à quelque 127,1 millions \$US.

Questions découlant de l'examen des projets

Projets destinés à accélérer ou maintenir le rythme de l'élimination

5. A sa 40^{ème} réunion, le Comité exécutif a établi des critères pour identifier les fonds qui pourraient être alloués à une fenêtre de financement, destinée à accélérer ou maintenir le rythme de l'élimination, ainsi que des critères d'évaluation des projets pour s'assurer qu'ils remplissent les conditions d'accès à cette fenêtre de financement (Décision 40/7). Voici la liste des projets reçus au Secrétariat et qui accélèrent ou maintiennent le rythme de l'élimination, les pages couvertures de ces projets sont jointes au présent document (Annexe I):

- Plan d'élimination des CFC dans le secteur de la fabrication en réfrigération en Bolivie
- Plan d'élimination de la consommation de halons au Chili. Partie A: Programme d'assistance technique. Partie B: Équipements de récupération et de recyclage des halons
- Élimination du bromure de méthyle dans la production de fleurs coupées dans les fermes Primavest, Gypso et Latitude 0 en Équateur

- Plan sectoriel d'élimination de la consommation de CFC-12 dans le secteur de la réfrigération et de l'entretien des climatiseurs (première tranche) en Inde
- Plan national d'élimination de l'utilisation du CFC dans le secteur des aérosols par une série de politiques, de mesures d'assistance technique et d'initiatives d'investissement en entreprise en Indonésie
- Élimination des CFC résiduels dans le secteur des mousses en Indonésie
- Plan d'action national pour la conformité au Sri Lanka

6. Les fonds susceptibles d'être alloués à la fenêtre de financement pour accélérer l'élimination proviendront surtout des montants inclus dans les plans d'activités de 2003 mais qui finalement n'ont pas été approuvés en 2003. Il sera donc impossible de connaître la valeur de cette fenêtre avant d'avoir les résultats de l'année 2003, c'est à dire une fois que le Comité exécutif aura pris ses décisions sur l'approbation des projets présentés à la 41^{ème} réunion. Étant donné qu'aucune décision n'a encore été prise sur le montant des fonds qui seront alloués à cette fenêtre, les projets susceptibles de bénéficier de ce financement n'ont pas été présentés à cette réunion.

7. Le Secrétariat tentera d'évaluer à l'intention du Sous-comité sur l'examen des projets, avant la fin de sa réunion, le montant des fonds éventuellement disponibles qui pourraient être alloués à cette fenêtre conformément à la Décision 40/7 à partir des recommandations faites par le Sous-comité afin de permettre au Comité exécutif de donner des orientations sur la valeur de cette fenêtre, les projets à inclure dans les plans d'activités de 2004 selon la Décision 40/7, y compris les projets mentionnés ci-dessus, et sur l'ouverture de la fenêtre à la 42^{ème} réunion.

8. En outre, plusieurs projets inscrits dans les plans d'activités de 2003 n'ont pas été déposés. Certaines activités inscrites aux plans d'activités de 2003 avaient été identifiées d'après les besoins de conformité dans le plan triennal d'élimination des SAO. Il se peut que ces besoins existent encore et ces projets pourraient re-solliciter un financement dans les plans d'activités de 2004 ou 2005. Le Comité exécutif pourrait allouer ce financement à travers la fenêtre pour accélérer ou maintenir le rythme de l'élimination au vu de ces besoins de conformité retardés.

Projets soumis au titre de la coopération bilatérale

9. Dans le cadre de la coopération bilatérale, le Japon a préparé un plan d'action national pour la conformité du Sri Lanka qui figure sur la liste des projets destinés à accélérer ou maintenir le rythme de l'élimination, tel qu'indiqué précédemment. Toutefois, selon la déclaration du Japon à la 40^{ème} réunion qui figure à l'Annexe II du rapport sur cette réunion (UNEP/OzL.Pro/ExCom/40/50), les restrictions sur le financement des projets destinés à accélérer l'élimination, énoncées dans la Décision 40/7, ne devraient pas s'appliquer aux projets de coopération bilatérale. Ce n'est pas la position adoptée par le Comité exécutif et elle ne peut donc guider l'examen ou le dépôt de projets à la 41^{ème} réunion. Conformément à la Décision 17/18, la page couverture de la proposition de projet pour le Sri Lanka est jointe afin de permettre l'étude de la question d'orientation soulevée par le Gouvernement du Japon.

Examen en 2004 de projets émanant des plans d'activités de 2003

10. Une mise à jour du PGF/plan national d'élimination des SAO au Bangladesh, préparée par le PNUD, n'a pas été remise à temps pour être examinée à la 41^{ème} réunion. D'après les plus récentes données de consommation déposées selon l'article 7, le Bangladesh pourrait avoir besoin d'assistance pour éliminer 230 tonnes afin d'atteindre ses objectifs de conformité pour les CFC en 2005 et 2007. De même, le Nigeria a indiqué qu'il ne serait pas en mesure de présenter son plan d'élimination du secteur des solvants à temps pour la 41^{ème} réunion mais qu'il aimerait présenter ce projet à la 42^{ème} réunion puisqu'une mise en oeuvre précoce est essentielle pour le succès de ses efforts afin de réduire sa consommation de CTC de 85% d'ici 2005.

11. La méthode de planification des activités qui résulte du plan triennal d'élimination du Fonds ne prévoit pas le report des projets des plans d'activités à l'année suivante. Donc, tout projet qui n'est pas examiné en 2003, devra être reprogrammé dans le plan d'activités de 2004 ou de 2005. Actuellement, en dehors des ententes pluriannuelles dont l'examen est prévu à la première réunion de l'année, les projets des plans d'activités de 2004 ne sont pas présentés avant la deuxième réunion de l'année (43^{ème} réunion), suite à l'endossement des plans d'activités à la première réunion de l'année (42^{ème} réunion). Le Comité exécutif pourrait envisager l'examen du financement éventuel des activités non présentées en 2003 et donc incluses dans le plan d'activités de 2004 à la première réunion de l'année, en même temps qu'il examine le plan d'activités de cette année, en tenant compte du fait que les montants non dépensés dans les plans d'activités de 2003 pourraient être redéployés par la fenêtre de financement spécial pour l'accélération ou le maintien du rythme de l'élimination.

Projets d'élimination du bromochlorométhane (BCM) : ratification de l'Amendement de Beijing

12. L'Argentine a présenté un plan d'élimination du secteur des solvants, comprenant un projet au BCM. L'application de BCM comme agent de transformation a été incluse à titre intérimaire, suite à une décision de la XV^{ème} réunion des Parties. L'Argentine n'ayant pas encore ratifié l'Amendement de Beijing, le BCM n'est pas une substance réglementée dans ce pays. Le Comité exécutif exige une déclaration d'intention de ratifier l'Amendement de Copenhague d'ici 9 mois comme condition préalable à l'examen de projets dans le secteur du bromure de méthyle. Le Comité exécutif pourrait envisager l'application d'une disposition similaire, faisant de la ratification de l'Amendement de Beijing une condition préalable à l'examen des projets impliquant l'élimination du bromochlorométhane.

Coopération bilatérale dans les ententes pluriannuelles

13. Dans le plan sectoriel proposé pour le CTC en Inde, l'Allemagne prévoit créditer des fonds dont l'approbation sera proposée en 2004 et 2005 contre ses contributions de coopération bilatérale de 2006-2008. L'Allemagne a déjà présenté un plan d'activités pour 2003-2005 qui dépasse de près de 7,9 millions \$US le maximum de sa contribution bilatérale pour la période 2003-2005. Les règlements financiers du Fonds exigent qu'"aucun engagement ne sera pris avant réception des contributions" (Mandat du Fonds multilatéral UNEP/OzL.Pro.4/15 Annexe IX). Bien que les Parties contributrices soient autorisées à préciser l'année de leur contribution, les contributions sont actuellement spécifiées pour les années antérieures du triennat en cours

puisque tout solde de contributions est pris en compte dans le report pour le nouveau triennat. Jusqu'à présent, les Parties n'ont pas reçu de crédit de coopération bilatérale avant l'année de contribution.

14. Par ailleurs, la proposition allemande semble exiger un engagement avant la prise d'une décision sur le réapprovisionnement du Fonds. Cela soulève des questions supplémentaires puisque aucune contribution n'a été promise au-delà de la période du triennat actuel 2003-2005 et il est impossible de fixer le niveau maximum des contributions bilatérales sans connaître le montant promis. Le Comité exécutif pourrait décider si le financement de la coopération bilatérale peut faire l'objet d'un engagement de principe pour les années suivantes du triennat et des circonstances dans lesquelles de telles contributions pourraient être engagées avant la fixation du montant du prochain réapprovisionnement du Fonds multilatéral.

Méthodologie d'évaluation des rapports périodiques pluriannuels et des audits techniques

15. Comme l'a constaté le document sur les travaux des Sous-comités (UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/79), il n'existe aucun critère uniforme d'évaluation de la performance, ni de la vérification des procédures d'audit dans le cadre des demandes de financement des tranches annuelles des ententes pluriannuelles. Le niveau de détails des rapports périodiques et des audits techniques que reçoit le Secrétariat du Fonds, varie beaucoup. Le Secrétariat examine actuellement ces rapports et ces audits pour s'assurer que les objectifs ont été atteints et la performance vérifiée. Parmi les critères importants figurent le degré d'indépendance et d'autorité de l'agent chargé de vérifier la performance, la méthodologie d'évaluation avec le niveau de détails de l'audit, par exemple les données gouvernementales sur les importations ou la consommation ou les données des importateurs ou encore les données au niveau des entreprises. Certaines ententes et tranches annuelles spécifient les mesures détaillées que l'agence d'exécution prendra tandis que d'autres ne précisent pas les responsabilités de l'agence par rapport à celles du pays pour atteindre et vérifier les niveaux convenus de consommation, d'élimination et/ou de production. Le Comité exécutif pourrait demander au Secrétariat du Fonds, en collaboration avec les agences d'exécution qui ont des ententes pluriannuelles, d'élaborer des critères d'évaluation des rapports périodiques et des audits de vérification des ententes pluriannuelles, en vue de remettre un document au Comité exécutif lors de sa 43^{ème} réunion.

Projets présentant des données contradictoires : mise en œuvre de la Décision 34/18

16. L'examen des propositions de projets d'investissement, déposées à la 41^{ème} réunion, a révélé 3 projets présentant des contradictions entre les données de consommation restante à traiter dans le secteur ou sous-secteur concerné et les données de consommation à éliminer dans le projet (Annexe II).

17. Tel que requis au point (b) de la Décision 34/18, les détails pertinents concernant ces projets figurent dans un tableau à l'Annexe II de ce document, pour l'information du Comité exécutif. Tel que requis au point (a) de la décision, ces projets n'ont pas été présentés.

18. Ces données contradictoires ont effectivement empêché le dépôt d'un projet. Il semblerait que la coordination pertinente avec l'unité nationale de l'ozone n'ait pas eu lieu durant

la préparation du projet afin de comparer les plus récentes données de consommation visées à l'Article 7, avec les données sectorielles communiquées au Secrétariat et le niveau de consommation exigée pour le projet. Le Comité exécutif pourrait demander aux agences de s'assurer d'avoir vérifié, avec l'unité nationale de l'ozone, la cohérence des données visées à l'article 7, les données de mise en œuvre du programme de pays et les données d'élimination du projet avant de transmettre les projets au Secrétariat pour examen.

41st Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol

COUNTRY: Bolivia **IMPLEMENTING AGENCY:** UNDP
PROJECT TITLE: CFC Phaseout Plan for the Refrigeration Manufacturing Industry
PROJECT IN CURRENT BUSINESS PLAN : Yes
SECTOR : Refrigeration
ODS USE IN SECTOR
Baseline (1995-97) : 56.9 ODP tons
Current (2001) : 82.2 ODP tons (as per Government reporting)
ODS USE AT PARTICIPANTS (2000) : 5.8 ODP tons
PROJECT IMPACT (ODP to be eliminated) : 5,8 ODP tons
REMAINING ODS USE IN SECTOR : 45.6 (mainly related to RAC servicing)
PROJECT DURATION : 36 Months

PROJECT COSTS (in US\$):

	Total	2003	2004	2005	2006
Resulting ODP Phaseout:	5.8	0	0	0	5.8
Management/Technical Assistance	62,500	0	30,000	30,000	2,500
Individual Enterprises Group Project	137,265	0	45,640	91,625	--
Contingencies	11,010	0	7,760	3,000	250
Total Project Cost	210,775	0	83,400	124,625	2,750

LOCAL OWNERSHIP: 100 %
EXPORT COMPONENT: 0
REQUESTED MLF GRANT: US\$ 210,775
IMPLEMENTING AGENCY SUPPORT COST: US\$ 18,970
TOTAL COST OF PROJECT TO MLF: US\$ 229,745
OVERALL COST-EFFECTIVENESS: US\$ 24.54/kg ODP (LVC: no threshold applicable/investment only)
STATUS OF COUNTERPART FUNDING: Individual commitment letters included
PROJECT MONITORING MILESTONES: Included
NATIONAL COORDINATING AGENCY: Bolivian Government Ozone Protection Unit (COGO)

PROJECT SUMMARY

Under this project all CFC-12 and R502 consumption in the Commercial Refrigeration Manufacturing (CRM) sector in Bolivia will be phased out. This will be implemented through regional technical assistance programs. The project covers technology conversion in 28 enterprises and ensures timely, sustainable and cost-effective phaseout through a combination of investment, technical support and policy/management support components. All participants are active in servicing as well. This activity will be covered through a segment of the Refrigeration Management Plan (RMP). The RMP and the CRM plans will be implemented in close coordination to avoid any duplication of activities. The total incremental costs and the requested grant for this plan are US\$ 210,775.

IMPACT OF PROJECT ON COUNTRY'S MONTREAL PROTOCOL OBLIGATIONS

This project will allow Bolivia to complete its obligations for the refrigeration manufacturing sector with the Montreal Protocol, eliminating the use of CFCs in this application

Prepared by: COGO/Bert Veenendaal/Mary Courtney
Reviewed by: Dr. Lambert Kuypers

Date: September 2002/October 2003
Date: September 2002

41st Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation
of the Montreal Protocol

COUNTRY	CHILE
IMPLEMENTING AGENCY	The World Bank
PROJECT TITLE	HALON CONSUMPTION PHASE OUT IN CHILE PART A: TECHNICAL ASSISTANCE PROGRAM PART B: HALON RECYCLING AND RECOVERY EQUIPMENT
PROJECT IN CURRENT BUSINESS PLAN	Yes (2003 Business Plan)
SECTOR/SUBSECTOR	FIRE PROTECTION - HALON
ODS USE IN SECTOR Current consumption(2000):	0
ODS CONSUMPTION AT CHILE [1994]	9.81 MT Halon 1211 1,82 MT Halon 1301
PROJECT IMPACT	26.25 MT Halon 1301 11.70 MT Halon 1211
PROJECT DURATION	30 MONTHS
TOTAL PROJECT COSTS:	
TECHNICAL ASSISTANCE	USD 14,300
INVESTMENT CAPITAL COSTS(R&R)	USD 41,550
CONTINGENCIES -10%	USD 4,150
TOTAL PROJECT COSTS	USD 60,000
LOCAL OWNERSHIP	100 %
EXPORT COMPONENT	0 %
REQUESTED GRANT	USD 60,000
IA SUPPORT COSTS	USD 4,500
TOTAL COST OF PROJECT TO MLF	USD 64,500
COST EFFECTIVENESS	N/A
STATUS OF COUNTERPART FUNDING :	Committed
PROJECT MON. MILESTONES INCL.	Yes
NATIONAL COORDINATING AGENCY	CONAMA

PROJECT SUMMARY

The project incorporates a National Halon Management Program ,including technical assistance and the installation of a Halon Recovery and Recycling equipment to phase out Halon 1301 and 1211 in Chile in the most effective and environmental friendly manner. This project would assisted to implement sustainable alternatives to Halon 1301 and 1211 in applications not considered critical in terms of country's needs. Also the project would support to manage the recovered halon 1301and 1211 to serve existing critical installations during the equipment's lifetime. The project is an integral part of the overall approach towards the phase out of the consumption and use of Halons in Chile, besides a framework regulation to control Halon imports and use. It includes two stages (i) setting up a Technical Assistance Program to elaborate overall Halon Management Programme including regulations and adequate training/education activities, (ii) the establishment of a national H-1301/1211 recycling and recovery system and clearing-house activities to register and monitor of Halon in the country.

IMPACT OF PROJECT ON COUNTRY'S MONTREAL PROTOCOL OBLIGATIONS

PROJECT COVER SHEET

COUNTRY: Ecuador **IMPLEMENTING AGENCY:** The World Bank

PROJECT TITLE: Phase out of Methyl Bromide in the production of cut flowers at PRIMAVEST, GYPSO and LATITUDE 0° FARMS in Ecuador

PROJECT IN CURRENT BUSINESS PLAN: Yes
SECTOR / SUB-SECTOR: Methyl Bromide in the cut-flower sector

ODS USE IN SECTOR: 2000-2002 avg.: 296.08 MT (177.65 ODP tons)
BASELINE: 1995-98 avg: 66.2 ODP tons
ODS USE AT ENTERPRISES (12 months): 28.32 MT (17 ODP tons)
PROJECT IMPACT: 28.32 MT (17 ODP tons) (25.6% from baseline)
PROJECT DURATION: 24 months

PROJECT COSTS:

Incremental Capital Cost	US\$ 382,781.50
Incremental Operating Cost	US\$ 27,383.43
Contingency (10%)	US\$ 38,278.15
Technical assistance	US\$ 15,000.00
Total Project Cost	US\$ 463,443.08

LOCAL OWNERSHIP: 100%, 100% & 85% respectively
EXPORT COMPONENT: 74.04%
REQUESTED MLF GRANT: US\$ 433,310.36
IA SUPPORT COST (7.5%): US\$ 32,498.277
TOTAL COST OF PROJECT TO MLF: US\$ 465,808.64
COST EFFECTIVENESS: 25.5 US\$ / kg ODP
COUNTERPART FUNDING: Commitment Letters attached
PROJECT MONITORING MILESTONES: Included
NATIONAL COORDINATING AGENCY: Ministerio de Comercio Exterior, Industrialización, Pesca y Competitividad (MICIP)

PROJECT SUMMARY

The project is designed to completely phase out the use of Methyl Bromide at PRIMAVEST, GYPSO and LATITUDE 0° FARMS, with an overall annual consumption of 28.32 metric tons (17 ODP tons) of this fumigant. In 2002, the companies' consumption of MeBr represented 35.3% of the country's consumption, and 6.3% during the period 2000-2002. These companies have performed extensive research to find effective and feasible alternatives for replacing the use of Methyl Bromide. At PRIMAVEST and GYPSO, through the evaluation of alternatives, the use of soil disinfection with steam proved to be the most suitable replacement. LATITUDE 0° FARMS has developed the Integrated Crop Management System, a method of crop-rotation, nematicides, organic amendments and soil-solarization. This project is part of Ecuador's Country Program and is in the current Business Plan. It builds on a World Bank MB phase-out project, currently being implemented at Plantador in Ecuador, which is scheduled to eliminate 37.2 ODP tons MB and thereby reduce national MB consumption to 29 ODP tons by January 2005.

IMPACT OF PROJECT ON COUNTRY'S MONTREAL PROTOCOL OBLIGATIONS

Once the implementation is completed, an additional 28.32 MT of Methyl Bromide will be eliminated in the cut flower sector in Ecuador. The companies' consumption represented 35.3% of the use of Methyl Bromide in the country in 2002, and 6.3% during the period 2000-2002. This leaves 12 ODP tons MB remaining after completion of the projects.

Prepared by: Consultora Govdesign, H. Terraza, R. Aiello
OORG review: Melanie Miller

date:
Date: October 21, 2003

PROJECT COVER SHEET

COUNTRY:	India
IMPLEMENTING AGENCY:	Germany (Lead) Switzerland, UNDP, UNEP
PROJECT TITLE:	Sector Plan for the Phase-Out of CFC-12 Consumption in the Indian Refrigeration and Air Conditioning Service Sector / Final CFC consumption phase-out plan
PROJECT IN CURRENT BUSINESS PLAN(s):	Included in Business Plans 2002, 2003
SECTOR/SUB-SECTOR	Refrigeration / Service
ODS USE IN SECTOR [year]:	1502 ODP tons [2001]
PROJECT IMPACT	Total Phaseout of CFC-12 consumption in the refrigeration service sector: 1502 ODP tonnes of consumption; of that eligible: 876.2 ODP tons
REMAINING ODS USE IN SECTOR [2010]:	0
PROJECT DURATION:	84 Months
PROJECT COSTS (MLF related part of project):	
Incremental Capital Cost as per proposal	US\$ 21,696,324
Incremental Operating Cost	US\$ 0
Contingency (10%)	Included above
Share of remaining tons eligible for funding of consumption in sub-sector	58.34 %
Remaining eligible project cost	US\$12,656,670
LOCAL OWNERSHIP:	100 %
EXPORT COMPONENT:	0%
REQUESTED MLF GRANT:	US\$ 12,656,670 (to be released in tranches for the entire sector plan)
IMPLEMENTING AGENCY SUPPORT COST:	US\$ 1,216,993 (entire sector plan)
TOTAL COST OF PROJECT TO MLF:	US\$ 13,873,663 (entire sector plan)
OVERALL COST-EFFECTIVENESS (MLF PART)	US\$ 8.42/ kg ODP US\$ 14.44/kg eligible ODP
ADDITIONAL FUNDING:	Government of Switzerland (task specific) Equivalent services value: US\$ 1'250'869
PROJECT MON. MILESTONES INCLUDED:	Yes
NATIONAL COORDINATING AGENCY:	Project Coordinator / Ozone Cell, MoEF

PROJECT SUMMARY

This phase-out plan, being the last MLF funded undertaking dealing with CFC consumption, will support the Government of India in eliminating entirely India's CFC consumption. The remaining consumption in the service sector will be dealt with in one component of the plan through a number of training and equipment support measures enabling good practice and retrofit. Expected natural retirement of equipment will further support reduction in CFC-12 consumption. Starting with a significant outreach effort, the component implementation will last until 2009. A second component, the policy and customs training strategy, will provide much-needed assistance to the Government of India to ensure optimum outreach of all measures and will be finished in 2007. Any other funding necessities for remaining CFC consumption in India would be covered under this or other, already approved sector plans through the flexibility provided through the agreements between the Government of India and the MLF.

IMPACT OF PROJECT ON COUNTRY'S MONTREAL PROTOCOL OBLIGATIONS

The project will entirely phase out CFC consumption in India.

Component Service Sector Strategy: Prepared by: S. Sicars, GTZ-consultant (lead), in cooperation with MoEF, Switzerland, UNDP, UNEP, local experts and stakeholders:

Aug. 18, 02, updated April 15th, 03 and September 10th, 05; Reviewed by Martien Janssen, Re/Gent Consultancy, The Netherlands on Aug. 23, 02

Component Policy and Customs Training: Prepared by UNEP in cooperation with MoEF, local experts and stakeholders

PROJECT COVER SHEET

COUNTRY: Indonesia **IMPLEMENTING AGENCY:** The World Bank
PROJECT TITLE National plan for phasing out the use of CFC in the Aerosol sector through a combination of policies, technical assistance, and enterprise investment initiatives
PROJECT IN CURRENT BUSINESS PLAN: YES
SECTOR: Aerosols
SUB-SECTOR COVERED:
ODS used CFC-11; CFC 12, & CFC 113 Before: 220 tons After: 0 tons
NATIONAL ODP CONSUMPTION :
Latest reported national consumption [Y 2001]: 5,297 tons ODP
Remaining Unfunded national ODP consumption Before: tons ODP After: tons ODP
PROJECT IMPACT : 240 tons ODP
PROJECT DURATION: Until January 1, 2010
PROJECT COSTS: (total and full costs of the project)
Incremental Capital Cost US\$ 820,000.00
Contingency (10%) US\$ 82,000.00
Technical Assistance US\$ 222,700.00
Project Management Unit US\$ 80,000.00
Total Project Cost US\$ 1,204,700.00
LOCAL OWNERSHIP: 100 %
EXPORT COMPONENT: 0%
REQUESTED MLF GRANT: US\$ 1204,700.00
IA SUPPORT COSTS: [7.5% %] US\$ 90,352.50
TOTAL COST OF PROJECT TO MULTILATERAL FUND: US\$ 1,295,052.50
COST EFFECTIVENESS: Technical Assistance \$8.99/kg Investment Component \$4.60/kg.
COUNTERPART FUNDING: The government is committed to implement to Aerosol sector plan as presented in this proposal.
PROJECT MONITORING MILESTONES: Included
NATIONAL COORDINATING AGENCY: Ministry for Environment of Indonesia

EXISTING PROJECT SUMMARY

The objective of this Aerosol Sector Plan is to eliminate the national consumption of CFCs in aerosols by 1 January 2009 through a combination of policy actions, awareness creating activities, technical assistance programs and direct investment enterprise initiatives to aerosol fillers. The implementation of aerosol sector plan would be managed by an integrated Project Management Unit (PMU) under the National Ozone Unit (NOU). To maximize effective implementation of the program, specific activities shall be subcontracted to specialized agencies and experienced institutions.

IMPACT OF THE PROJECT ON COUNTRY'S MONTREAL PROTOCOL OBLIGATIONS:

The proposal is part of an overall national phase-out plan and will assist Indonesia in implementing its Country Program Update as presented to ExCom and endorsed (Decision) and will lead to a complete phase-out of the use of CFCs in the Aerosol sector. The requested funding is consistent with ExCom policies and guidelines and the requested funding is based on the remaining unfounded eligible CFC consumption in Indonesia.

Prepared by : Geno Nardini
Reviewed by : Harry Mc Cain

Date: September 2003
Date: September 2003

PROJECT COVER SHEET

COUNTRY: Indonesia **IMPLEMENTING AGENCY:** The World Bank

PROJECT TITLE: PHASEOUT OF RESIDUAL CFCs IN THE INDONESIAN FOAM SECTOR

PROJECT IN CURRENT BUSINESS PLAN: YES

SECTOR: Foam

SUB-SECTORS COVERED: Rigid (RPF), Integral skin (ISF)

ODS USE IN SECTOR: (2001) 2,651 MT ODP

PROJECT IMPACT: 352.3 MT ODP

PROJECT DURATION: 5 years

PROJECT COSTS:

Investment Costs:	US\$ 4,248,740
Management Costs:	US\$ 345,400
TOTAL:	US\$ 4,593,740

LOCAL OWNERSHIP: 100 %

EXPORT COMPONENT: 0

REQUESTED GRANT: US\$ 3,861,229 (\$3,515,829 investment; \$345,400 non-investment)

TA SUPPORT COSTS: US\$ 289,592

TOTAL COST OF PROJECT TO MLF: US\$ 4,150,821

COST EFFECTIVENESS (weighted average): US\$ 9.72/kg ODP (composite threshold US\$ 9.72/kg ODP)

STATUS OF COUNTERPART FUNDING: N/A

PROJECT MONITORING MILESTONES: INCLUDED

NATIONAL COORDINATING AGENCY: Ministry of Environment of Indonesia

PROJECT SUMMARY

With the completion of this sector plan, all CFC-11 consumption in the foam sector in Indonesia will be eliminated. The funding request targets the remaining eligible consumption of CFC-11, and will be carried out through a series of annual programs. In conjunction with presently ongoing foam projects, this project will result in complete phaseout of CFC-11 use for foam applications in Indonesia by the end of 2007. Investment projects are included for 23 rigid foam and 10 integral skin foam enterprises. The plan proposes to replace present ODS-based technology with a combination of non-ODS and, where not feasible, low-ODS technologies (water-based (CO₂) and HCFC-141b). A Technical Service Support program includes workshops to effect conversion at enterprises too small for investment projects. Conversion projects will be accompanied by associated policy actions to ensure that the phaseout proceeds on schedule, and that ineligible enterprises are also compelled to stop use of CFC-11. An action plan indicating annualized phaseout targets is included in the proposal.

IMPACT ON THE COUNTRY'S MONTEAL PROTOCOL OBLIGATIONS

This project will allow Indonesia to complete its obligations for the foam sector with the Montreal Protocol, eliminating the use of CFCs in the production of polyurethane foam.

Prepared by: Edrola/Rappa
Reviewed by: Dr. Mike Jeffs, OORG Technical Reviewer

Date: December, 2002
Date: February, 2003

PROJECT COVER SHEET

Country	:	The Democratic Socialist Republic of Sri Lanka
Name of Project	:	National Compliance Action Plan
Project in Current Business Plan	:	Yes
Sectors Covered	:	Refrigeration and Halon
Sub Sector	:	Servicing
ODS Use in Sub-Sector (2001 Reported data)	:	Refrigeration 190.1 ODP Tonnes Halon 0 ODP Tonnes (funding is requested based upon ExCom Decision 18/22) Solvent 30 ODP Tonnes Methyl bromide 4 ODP Tonnes
Eligible Project Impact (ODS to be eliminated)	:	Refrigeration 152.7 ODP Tonnes (<i>Difference will be phased out through ongoing projects and legislation</i>) Halon 0 ODP Tonnes (funding is requested based upon ExCom Decision 18/22) Solvent 0 ODP Tonnes Methyl bromide 0 ODP Tonnes
Project Duration	:	Till Dec. 2009
Project Costs		
Incremental Capital Cost	:	\$2,881,000
Contingency	:	Included in Incremental Capital Cost
Incremental Operating Cost	:	\$0
Total Project Cost	:	\$2,881,000
Requested Grant	:	\$2,881,000
Implementing Agency Support Cost	:	UNDP \$145,725 (as 7.5 % of project costs) UNEP \$121,940 (as 13 % of project costs)
Total Cost of Project to Multilateral Fund	:	\$3,148,665
Local Ownership	:	100%
Export Component	:	Refrigeration 0 % Halon 0 % Solvent 70 % Methyl bromide 0 %
Cost Effectiveness	:	\$20.62/kg
Status of Counterpart Funding	:	In kind
Project Monitoring Milestones Included	:	Yes
National Coordinating Agency	:	Montreal Protocol Unit, Ministry of Environment And Natural Resources
Lead Implementing Agency	:	UNDP
Cooperating Implementing Agency	:	UNDP, UNEP, Japan

The National Compliance Action Plan (NCAP) will phase-out the remaining consumption of 190.1 ODP tons of Annex A, Group I CFCs, etc. over the period of 2003–2010. A series of investment, non-investment, technical assistance, and capacity building activities are proposed to achieve this target. The NCAP will enable the Government of Sri Lanka, which is facing unexpected challenges due to opening of the Northeast, nevertheless to phase-out CFC consumption by 2005 and maintain the momentum after its initiative early phase-out through enforcement of illegal trade prevention measures, etc. Considering this multi-faceted approach it is crucial that flexibility be given to the Government of Sri Lanka to adapt or modify its strategies during implementation of this plan as the need arises.

The Government of Sri Lanka requests US\$3,148,665 as the total funding from the Multilateral Fund for the total elimination of all Annex A Group I substances (CFCs) and halon management in all sectors using these substances. The approval of this project will result in the elimination of CFCs consumption in Sri Lanka and will allow the country to meet its Montreal Protocol obligations.

Annex II**LIST OF PROJECTS WITH DATA DISCREPANCIES**

In accordance with Decision 34/18, the following projects were received by the Secretariat, but were found to have discrepancies between the consumption planned to be phased out in the projects and the sectoral consumption remaining to be addressed. Consumption was assessed on the basis of consumption figures reported to the Fund and Ozone Secretariats by the countries concerned and consumption quoted in projects approved by the Executive Committee. The projects have not been included in the submission to the 41st Meeting. Consumption details for each project, as requested in Decision 34/18, are included in Table I below.

Table I

Project title	Sector/Sub-sector	Total reported sector consumption ODP tonnes	Project consumption ODP tonnes	Project cost as submitted (inc. support costs) US \$
CFC phase-out plan for the foam sector (Mexico)	Foam	0	184.1	1,856,800
Phase out of CFC-11 by conversion to HCFC-141b technology at Prva Iskra in the manufacturing of polyurethane sandwich panels (Serbia and Montenegro)	Foam	31.8	10.8	81,550
Phase out of CFC-11 in the manufacture of extruded polystyrene foams through the use of n-Butane as a blowing agent at Laminat A.D. (Serbia and Montenegro)			72.0	354,065